

Non au choc des savoirs Oui au choc des moyens

Le choc des savoirs représente un tournant dans les politiques éducatives républicaines. Dans les années 80, avec la création des lycées pro, ces politiques ont proposé, certes de manière insuffisante, un accès à un plus grand nombre de jeunes à la culture et à des niveaux de qualification plus élevés. Le gouvernement Attal rompt avec cette logique et propose



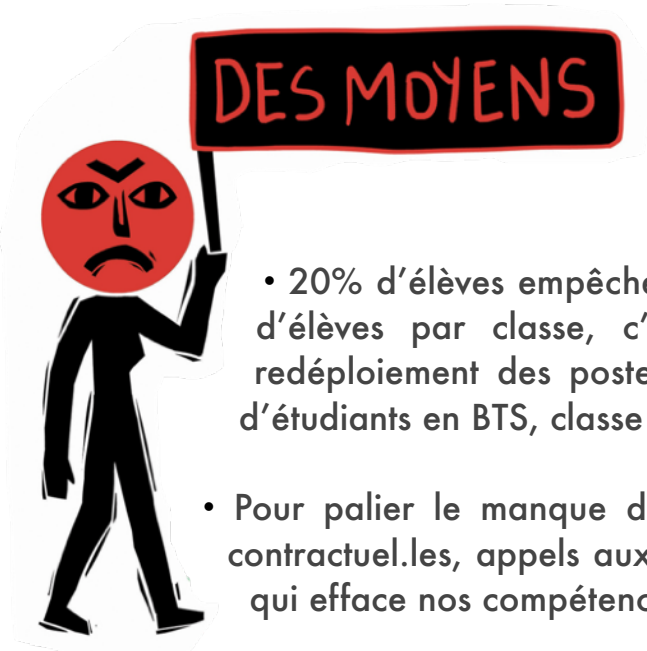
Une école du passé

- En programmant 20% d'échec au brevet des collèges : 20% des jeunes n'auront plus accès ni au lycée professionnel, ni au lycée général
- les groupes de niveau faute de moyens ne seront ni modulables ni évolutifs et seront dans les petits collèges des classes de niveau. Ce dispositif est stigmatisant et ne permet pas aux plus fragiles de progresser
- ces classes ou groupes de niveau ne permettent pas aux autres élèves d'acquérir de réelles meilleures compétences académiques, ni d'apprendre la coopération, l'entraide ou encore la diversité
- ces groupes de niveau correspondent pour la majeure partie des élèves à une assignation sociale*

Une école qui caporalise les enseignant.es

- ces groupes de niveau seront constitués par les professeur.es des écoles ; leur travail sera de plus en plus encadré par les évaluations nationales dès le CP
- les enseignant.es de Lettres et Mathématiques (6e et 5e) devront avancer au même rythme, proposer les mêmes évaluations, c'est la fin de la liberté pédagogique
- cette logique peut s'étendre à tout moment à toutes les disciplines en collège comme en lycée ou encore en primaire

* Sur l'invalidité des groupes de niveau voir l'étude du cas anglais *Classes de niveau : variations internationales dans les regroupements d'élèves et la constitution de classes au collège*, Anna Mazenod, Revue française de pédagogie 2021/3 (n° 212), p. 93 à 108

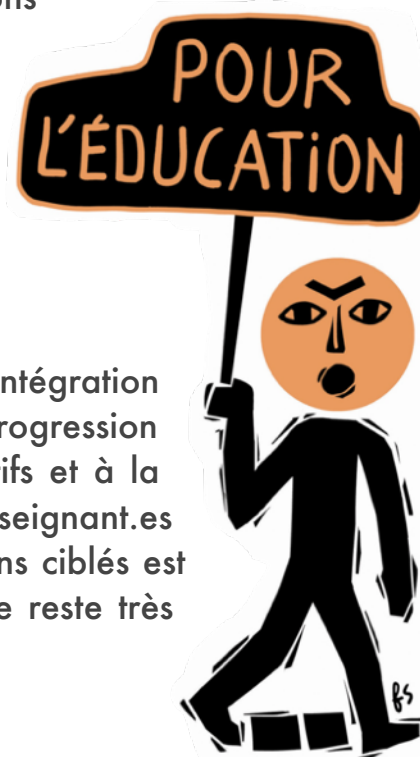


Moins d'école, moins d'heures d'enseignement, moins de profs, moins d'investissement dans l'EN

- 20% d'élèves empêchés d'entrer en seconde, sans baisse du nombre d'élèves par classe, c'est moins de professeur.es en lycée (avec redéploiement des postes en collège) et dans le supérieur car moins d'étudiants en BTS, classe prépa, à l'université ...
- Pour palier le manque d'enseignant.es : recrutements de retraités, de contractuel.les, appels aux professeur.es des écoles dans les collèges, ce qui efface nos compétences respectives et met en danger nos statuts
- 203h de cours en moins pour un.e élève qui entrera en seconde professionnelle l'an prochain
- 691 millions en moins pour l'EN et plus de 900 millions en moins pour l'Enseignement supérieur et la Recherche en 2024
- des dépenses mais pas dans l'enseignement : en 2022 plus de 16,8 milliards pour l'apprentissage (Cour des Comptes), généralisation du SNU : 1,75 milliard /an (Sénat) et de l'uniforme : 360 millions

Quelle ECOLE voulons-NOUS ?

- une école rétrograde qui choisit d'exclure du système scolaire les jeunes les plus fragiles, le plus souvent issus des classes populaires
- une école émancipatrice qui permet la meilleure intégration des élèves à besoins particuliers et la meilleure progression possible de tous les jeunes grâce à de petits effectifs et à la mixité sociale. Dans ces classes, l'intervention d'enseignant.es supplémentaires pour aider les élèves sur des besoins ciblés est efficace (ex : les Rased en primaire dont le nombre reste très insuffisant). **C'est l'école que nous voulons ...**



Pour quelle SOCIETE ? Une société fondée :

- sur un modèle libéral qui économise sur le dos des plus fragiles (réforme de l'assurance chômage) et sur les services publics, seule richesse des plus pauvres
- sur un modèle émancipateur et protecteur qui notamment mise sur les services publics et sur l'Ecole comme ciment social ... **dans la société qu'il nous faut**